



AFRIQUE Capital Humain

SOMMETS DES CHEFS D'ETAT

Série de notes techniques sur le capital humain en Afrique
Financement de l'éducation en Afrique

Juillet 2023

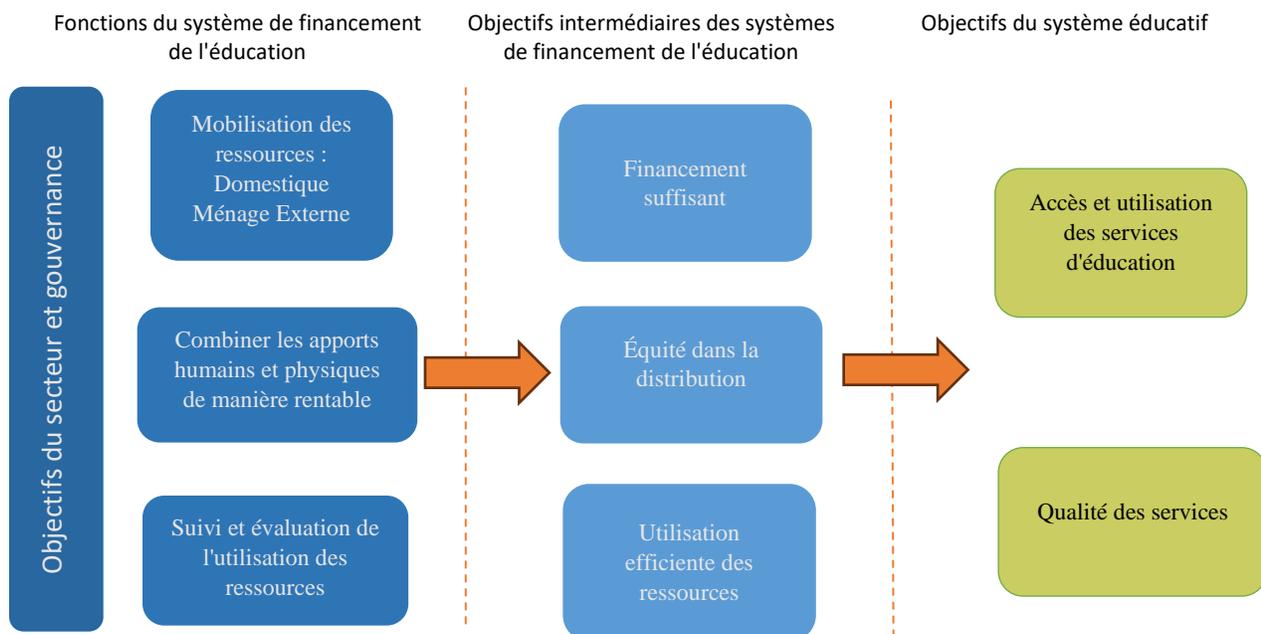
MESSAGES CLES

- Malgré des progrès notables réalisés dans la mobilisation de ressources supplémentaires, le financement de l'éducation demeure en deçà des besoins et le contexte économique actuel constitue une menace pour la poursuite des progrès réalisés.
- De nombreux pays de la région sont certes en train d'universaliser l'accès à l'éducation de base (préprimaire, primaire et secondaire), mais il faut veiller davantage à ce que les ressources destinées à cette fin soient utilisées de manière équitable et efficace.
- Pour tirer le meilleur parti des investissements dans l'éducation, il faudra rééquilibrer les budgets alloués à l'éducation afin de s'assurer que les intrants essentiels (par exemple, le matériel d'enseignement et d'apprentissage, le développement professionnel des enseignants) sont financés de manière adéquate.

LE LIEN ENTRE LE FINANCEMENT ET L'EDUCATION

Le financement de l'éducation désigne les mécanismes et les stratégies utilisés pour garantir et allouer des ressources au secteur de l'éducation afin d'assurer l'accès, la qualité et l'équité en matière d'éducation. Les systèmes de financement impliquent l'identification, la mobilisation et l'allocation de fonds provenant de différentes sources, notamment les gouvernements, l'aide au développement, les contributions des ménages et du secteur privé. Les systèmes de financement de l'éducation visent à allouer des ressources à différents intrants et activités (par exemple, le développement des infrastructures, la formation et les salaires des enseignants, le matériel d'enseignement et d'apprentissage et le soutien aux populations défavorisées) afin de fournir des services d'éducation inclusifs et de bonne qualité. Des systèmes efficaces de financement de l'éducation requièrent une gestion efficace des ressources, des processus budgétaires transparents, de bonnes capacités de suivi et d'évaluation et des interventions ciblées afin d'optimiser l'impact des investissements dans l'éducation.

Le lien entre le financement et l'éducation



PERTINENCE DU FINANCEMENT DE L'EDUCATION POUR L'AFRIQUE :

Accorder la priorité au financement de l'éducation afin d'améliorer les compétences de la jeunesse africaine est un investissement crucial pour assurer la prospérité future de l'Afrique. La mise à disposition d'un financement suffisant pour l'éducation et son utilisation à bon escient permettra aux pays africains de mettre en place des systèmes éducatifs solides, inclusifs et de bonne qualité susceptibles d'apporter de nombreux avantages, notamment :

- **Une croissance et un développement économiques plus rapides et plus inclusifs.** En dotant les individus de connaissances, de compétences et de capacités, l'éducation améliore leur employabilité et leur potentiel entrepreneurial, favorisant ainsi l'innovation, la productivité et la diversification économique.
- **La réduction de la pauvreté et des inégalités.** Une éducation de qualité renforce l'autonomie des individus, en particulier des groupes marginalisés et des femmes, en leur offrant la possibilité de sortir du cycle de la pauvreté, d'accéder à de meilleurs moyens de subsistance et de contribuer au développement de leur communauté.
- **La sensibilisation accrues au changement climatique et une meilleure compréhension de ce phénomène.** L'éducation permet aux individus d'acquérir les compétences nécessaires pour atténuer le changement climatique et s'y adapter. Des établissements d'enseignement solides peuvent également stimuler la recherche et l'innovation, en soutenant la mise au point de technologies et l'élaboration de stratégies respectueuses du climat et adaptées à l'Afrique.
- **La bonne gouvernance, la démocratie et la stabilité sociale.** L'éducation forme des citoyens informés, capables d'analyser les problèmes de manière critique, de participer à la vie civique et de demander des comptes aux gouvernements.
- **L'amélioration des résultats en matière de santé** grâce à la diffusion d'informations vitales sur les pratiques de soins de santé, la prévention des maladies et la santé de la reproduction.

RECOMMANDATIONS STRATEGIQUES

1. **Mobiliser des ressources publiques supplémentaires pour l'éducation.** Les gouvernements africains fournissent la majeure partie des fonds destinés à l'éducation. Etant donné que le contexte économique général s'est dégradé ces dernières années, il est essentiel que les gouvernements explorent des stratégies visant à améliorer la mobilisation des ressources nationales et s'assurer que l'éducation est une priorité dans leurs budgets.
2. **Renforcer les mécanismes d'allocation pour garantir que les dépenses publiques en matière d'éducation soient plus équitables.** L'investissement d'un gouvernement dans l'éducation d'un enfant ne devrait pas être déterminé par le lieu de résidence de l'enfant ou l'identité de ses parents. Le renforcement des formules de financement de l'éducation et des systèmes de déploiement des ressources peut contribuer à garantir que les dépenses publiques sont allouées de manière équitable et en fonction des besoins.
3. **Améliorer l'efficacité des dépenses consacrées à l'éducation, en particulier dans le contexte de l'expansion.** Au moment où les pays continuent d'élargir les possibilités d'éducation, il sera nécessaire de rendre leurs systèmes éducatifs plus efficaces. Pour ce faire, il faudra aligner plus étroitement les ressources disponibles sur les objectifs nationaux en matière d'éducation, identifier et traiter les sources d'inefficacité des dépenses, renforcer les systèmes de gestion des finances publiques et passer progressivement d'une budgétisation basée sur les intrants à une plus grande attention portée aux résultats.

COMMENT MESURER LE SUCCES OU L'ECHEC : DONNEES PERTINENTES

Adéquation

Au cours des dix dernières années, les dépenses globales en matière d'éducation en Afrique ont doublé en termes réels, ce qui signifie que les dépenses par enfant ont augmenté malgré les taux élevés de croissance démographique.

Depuis 2009, les dépenses dans le domaine de l'éducation dans la région de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe sont *passées de 16 à 31 milliards de dollars US*.

Inégalités

Les niveaux de dépenses sont très bas par rapport à d'autres régions du monde.

Les PFR dépensent environ 1 100 USD par enfant pour assurer environ 8 années de scolarité (années de scolarisation prévues), tandis que les pays à revenu élevé dépensent environ 110 000 USD par enfant pour assurer 13 années de scolarisation. Par conséquent, la pauvreté éducative dans les PFR est de 90 %, contre 9 % dans les pays à revenu élevé.

Il existe d'énormes inégalités en matière de dépenses entre les différentes régions des pays et entre les différents groupes de la population.

Les investissements réalisés dans le domaine de l'éducation diffèrent énormément entre les différentes régions d'un pays - en moyenne, les régions les plus dépensières d'un pays décaissent environ 4 fois plus que les régions les moins dépensières. Dans certains pays, cette différence est beaucoup plus importante, comme à Madagascar et au Soudan, où elle est 7 fois inférieure.

Les différences des dépenses en matière d'éducation ne sont pas liées aux besoins. Plus de la moitié des pays en développement pour lesquels des données sont disponibles dépensent beaucoup plus pour l'éducation dans les régions plus riches. Peu d'entre eux dépensent significativement plus pour l'éducation dans les régions plus pauvres.

Inefficacité

L'efficacité avec laquelle le financement public se traduit par de meilleurs résultats en matière d'éducation varie considérablement d'un pays à l'autre.

Par exemple, le Burundi et le Togo dépensent un montant similaire par enfant en âge d'être scolarisé, mais ces dépenses permettent d'obtenir une année de scolarisation supplémentaire au Togo par rapport au Burundi. Ces comparaisons portent à croire (laissent penser seulement) que les dépenses sont plus inefficaces au Burundi qu'au Togo.

Les inefficacités peuvent également être appréhendées d'une autre manière. La Côte d'Ivoire dépense plus de deux fois plus que le Burkina Faso, mais ses dépenses permettent un apprentissage similaire pour chaque enfant.

Entre 20 et 40 % du financement consacré à l'éducation n'est pas utilisé efficacement. Les causes de l'inefficacité sont les suivantes : mauvaise répartition des enseignants et des autres intrants ; mauvaise qualité des intrants tels que les manuels scolaires ; détournement de fonds et problèmes d'efficacité interne tels que les taux élevés de redoublement et d'abandon (ce que l'on a appelé l'embouteillage des premières années d'études en Afrique).

Le manque de financement pour les intrants essentiels qui complètent/appuient les enseignants.



AFRIQUE CAPITAL HUMAIN

SOMMETS DES CHEFS D'ETAT

DAR ES SALAAM | 25-26 JUILLET 2023

REMERCIEMENTS

Cette note technique fait partie d'une série compilée pour le premier Sommet des chefs d'État sur le capital humain en Afrique (juillet 2023), qui met l'accent sur l'importance de l'investissement dans les jeunes en tant que moteur essentiel de la productivité et de la croissance, comme le montrent la littérature récente et l'expérience des pays. Les auteurs et contributeurs de l'équipe technique du Sommet sont : Abdo Yazbeck, Alex Twinomugisha, Amanda Devercelli, Anne Bakilana, Changha Lee, Ernest Massiah, Fanen Ade, Fatima Naqvi, Huma Kidwai, Inaam Ul Haq, Kebede Feda, Maheshwor Shrestha, Maletela Tuoane, Maria Gracheva, Martin De Simone, Meskerem Mulatu, Mohamed Jelil, Ritika Dsouza, Robert Chase, Rogers Ayiko, Samer Al-Samarrai, Sara Troiano, Shawn Powers, Somya Bajaj, Silas Udahemuka, Srividya Jagannathan, Tekabe Belay, Yared Mekonnen. La rédaction et la conception graphique ont été réalisées par Enó Isong et William Ursenbach.

OBJECTIF ET CLAUSE DE NON-RESPONSABILITÉ

La présente série de notes techniques sur le capital humain en Afrique est une synthèse des recherches et des données existantes dont l'objectif est de mettre en lumière des recommandations politiques utiles et pertinentes. Les constatations, interprétations et conclusions qui y sont présentées sont exclusivement celles des auteurs. Elles ne reflètent pas nécessairement les opinions du Groupe de la Banque mondiale, de ses administrateurs ou des gouvernements qu'ils représentent. Toutes les notes de la série sont accessibles à l'adresse suivante : www.worldbank.org/en/events/2023/07/25/africa-human-capital-heads-of-state-summit



GRUPE DE LA BANQUE MONDIALE